

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE



DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

GRENOBLE, LE 5 AVR. 2004

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : C VIANDE
TEL. 04 76 60 48.54.

Dossier n°

LE PREFET DE L'ISERE

à

Monsieur le DIRECTEUR REGIONAL de l'INDUSTRIE
de la RECHERCHE et de l'ENVIRONNEMENT
Inspection des Installations Classées
44, avenue Marcelin Berthelot
38030 GRENOBLE CEDEX 2

A l'attention de Monsieur DELLA ROSA

OBJET : Arrêté d'autorisation complémentaire.—Société ALUTEC à NANTOIN-

REF. : Votre rapport du 17 novembre 2003-

P. J. : Une copie d'arrêté-

Comme suite à votre rapport visé en référence, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, au terme de la procédure réglementaire, une copie de l'arrêté complémentaire n° 2004-02088 en date du 19 février 2004, imposant à la Société ALUTEC des prescriptions complémentaires relatives à la qualité des eaux souterraines, au droit ou à proximité de son établissement situé à NANTOIN.

POUR LE PREFET

Le Chef de Bureau


Guy SERREAU



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE

AFFAIRE SUIVIE PAR : C VIANDE
TEL. 04.76.60.48.54.

Dossier n° 28371

ARRETE N° 2004- 02088

LE PREFET DE L'ISERE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) ;

VU la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

VU le décret n° 53-578, du 20 mai 1953, modifié ;

VU le décret n° 77-1133, du 21 septembre 1977, modifié, notamment l'article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux émissions de toute nature des Installations Classées, et notamment son article 65 modifié par l'arrêté ministériel du 3 août 2001 ;

VU le récépissé de déclaration n° 19984 en date du 1^{er} mars 1979 délivré à la Société ALUTEC pour l'exploitation,, dans son établissement situé à NANTOIN, dans la zone industrielle Jean-Pierre Genin, d'un atelier de fonderie de métaux soumis à déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées ;

VU le récépissé de déclaration n°25323 en date du 8 décembre délivré à cette même Société pour l'activité de traitement thermique des métaux et pour une installation de combustion, respectivement soumises à déclaration au titre des rubriques n°s 2561 et 2910 de la nomenclature des Installations Classées ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, Inspecteur des Installations Classées, en date du 17 novembre 2003;proposant d'imposer à l'exploitant une surveillance de la qualité des eaux souterraines

VU la lettre en date du 1^{er} décembre 2003, invitant le demandeur à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 11 décembre 2003 ;

VU la lettre, en date du 15 décembre 2003, transmettant à la Société intéressée le projet d'arrêté complémentaire concernant son établissement ;

CONSIDERANT que l'activité de fonderie d'aluminium exercée par la Société ALUTEC dans son établissement situé à NANTOIN, est soumise à autorisation depuis la parution du décret de classement n°93-1412 du 29 décembre 1993 portant modification de certaines rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'Environnement ;

CONSIDERANT que, suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2001 modifiant l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux émissions de toute nature des Installations Classées, il apparaît nécessaire de fixer les modalités de surveillance des eaux souterraines pour certaines catégories d'installations classées présentant un risque de pollution, notamment en raison de la présence de captages pour l'alimentation en eau potable sur une nappe vulnérable mentionnée dans l'étude hydrogéologique fournie le 2 juin 2003 à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes ;

CONSIDERANT qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, d'imposer à cette Société bénéficiaire des droits d'antériorité pour la poursuite de l'exercice de son activité de fonderie déclarée après la parution du décret de classement précité, des prescriptions complémentaires relatives aux modalités de surveillance de la qualité des eaux souterraines, en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er—La Société ALUTEC(adresse :Zone industrielle Jean-Pierre Genin-38260 NANTOIN) est tenue de respecter strictement les prescriptions complémentaires détaillées ci-après, relatives à la surveillance de la qualité des eaux souterraines, au droit ou à proximité de son établissement situé à NANTOIN, dans la zone industrielle Jean-Pierre Genin.

ARTICLE 2 –Réseau de surveillance des eaux souterraines

Paragraphe 2.1.Conception du réseau de forages

La surveillance des eaux souterraines sera effectuée à partir des ouvrages dont le nombre, le lieu d'implantation et la profondeur seront établis par un hydrogéologue, et après avis de l'hydrogéologue de la DDAF.

Paragraphe 2.2. Les forages mis en place doivent être réalisés dans les règles de l'art et conformément aux recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31614 d'octobre 1999.

ARTICLE-3 Analyse des eaux souterraines

Paragraphe 3.1-Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent suivre les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31615 de décembre 2000.

Paragraphe 3.2-Nature et fréquence d'analyses

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur à fréquence trimestrielles (périodes de basses et hautes eaux).

–pH, conductivité, DCO, hydrocarbures totaux, aluminium.

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique doit être transmis à l'Inspection des Installations Classées , au plus tard un mois après leur réalisation avec systématiquement les commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade , s'améliore ou reste stable) , le cas échéant, sur les origines d'une pollution constatée et les propositions de traitement éventuel. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transports, analyses) sont joints avec le résultat des mesures.

Les résultats chiffrés doivent être accompagnés de courbes permettant de suivre l'évolution de chaque paramètre..

ARTICLE-4

Les prescriptions ci-dessus doivent être respectées dans un délai de trois mois à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE-5

Des ajustements éventuels (augmentation ou diminution de la fréquence de la surveillance et/ou aménagement du site) pourront être envisagés par la suite selon les variations constatées au cours d'une période d'observation d'une durée d'au moins deux ans , afin d'intégrer plusieurs épisodes de basses et hautes eaux.

La surveillance pourra être allégée après un délai de deux ans sans être inférieure à une fréquence bi-annuelle. Elle pourra être renforcée si nécessaire.

ARTICLE-6--

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté , sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE-7

Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 8 - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement .En cas d'accident, il sera tenu de lui remettre un rapport répondant aux exigences de l'article 38 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

ARTICLE 9 - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet. De même, en cas de cessation d'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant celle-ci, au Préfet de l'Isère, Bureau de l'Environnement.

ARTICLE 10 - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de NANTOIN, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 11 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 12 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 13 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de VIENNE, le Maire de NANTOIN et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société intéressée.

FAIT à GRENOBLE, le **19 FEV. 2004**

LE PREFET

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général


Dominique BLAIS